



TRANSAT A.T. INC.
PREMIER RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 31 janvier 2011

LE 9 MARS 2011

Relations avec les investisseurs

M. Denis Pétrin

Vice président, finances et administration
et chef de la direction financière

relationsinvestisseurs@transat.com

Symboles boursiers

TSX: TRZ.B, TRZ.A

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011, par rapport au trimestre terminé le 31 janvier 2010 et doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du premier trimestre des exercices 2011 et 2010, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2010, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du premier trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2010. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 9 mars 2011. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011 et la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010.

Nos états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Se référer à la *section Mesures financières non conformes aux PCGR* pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, la déclaration concernant :

- La perspective selon laquelle la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.
- La perspective selon laquelle la société prévoit des résultats semblables à l'an passé au deuxième trimestre.
- La perspective selon laquelle l'effet favorable de la force du dollar canadien sera annulé par des coûts de carburant plus élevés.

En faisant cette déclaration, la société a supposé que les tendances de pression sur les prix se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les réservations se poursuivront selon les tendances indiquées, que les prix du carburant, les coûts et le dollar par rapport aux devises européennes et américaine demeureront stables, que les hypothèses utilisées pour évaluer les titres détenus dans des PCAA se

matérialiseront, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, et que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les PCGR. Nous présentons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Généralement, une mesure financière non conforme aux PCGR s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas conforme aux PCGR et qui soit exclu ou comprend des montants compris ou exclus dans la mesure la plus directement comparable calculée et présentée conformément aux PCGR. Les mesures non conformes aux PCGR utilisées par la société sont les suivantes :

Marge (perte d'exploitation)	Revenus moins les dépenses d'exploitation.
Bénéfice ajusté (perte ajustée)	Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales, impôts sur les bénéfices, variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non-monétaire sur des placements dans des PCAA et charge (gain) de restructuration.
Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts)	Bénéfice net (perte nette) avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non-monétaire sur des placements dans des PCAA et charge (gain) de restructuration, net des impôts y afférents.
Bénéfice ajusté après impôts par action (perte ajustée après impôts par action)	Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts) divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué (perte diluée) par action.
Dettes totales	Dettes à long terme plus les ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, présentées à la page 11.
Dettes nettes	Dettes totales (décrites ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie et les placements dans des PCAA.

Les mesures financières décrites ci-haut n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs ou celles utilisées par des analystes financiers. Ces mesures ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les PCGR. La direction croit que ces mesures, ou certaines de ces mesures, sont utilisées par les utilisateurs de notre rapport de gestion pour analyser les résultats de la société, sa performance financière ainsi que sa situation financière.

La direction utilise, en plus des mesures financières selon les PCGR, le bénéfice ajusté et le bénéfice ajusté après impôts pour mesurer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente de la société. La direction croit que ces mesures sont importantes puisqu'elles excluent des résultats des éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme, plutôt que le rendement des opérations quotidiennes de la société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la société de s'acquitter de ses obligations financières.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres terminés les 31 janvier			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
États consolidés des résultats				
Revenus	810 154	792 562	17 592	2,2
Perte d'exploitation ¹	(14 638)	(12 409)	(2 229)	(18,0)
Perte nette	(13 473)	(13 872)	399	2,9
Perte de base par action	(0,36)	(0,37)	0,01	2,7
Perte diluée par action	(0,36)	(0,37)	0,01	2,7
Perte ajustée après impôts ¹	(19 413)	(18 197)	(1 216)	(6,7)
Perte ajustée après impôts diluée par action	(0,51)	(0,48)	(0,03)	(6,3)
États consolidés des flux de trésorerie				
Activités d'exploitation	47 577	(21 258)	68 835	323,8
Activités d'investissement	(12 755)	(3 291)	(9 464)	(287,6)
Activités de financement	(14 476)	(3 780)	(10 696)	(283,0)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 019)	(4 487)	2 468	55,0
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	18 327	(32 816)	51 143	155,8
	Au 31 janvier 2011	Au 31 octobre 2010	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%
Bilans consolidés				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	198 954	180 627	18 327	10,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (à court terme et à long terme)	506 837	352 650	154 187	43,7
Placements dans des PCAA	75 055	72 346	2 709	3,7
	780 846	605 623	175 223	28,9
Actif total	1 437 797	1 189 458	248 339	20,9
Dettes (à court terme et à long terme)	13 762	29 059	(15 297)	(52,6)
Dettes totales ¹	619 796	672 809	(53 013)	(7,9)
Dettes nettes ¹	345 787	419 836	(74 049)	(17,6)

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

APERÇU

Transat fait partie des plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyagiste, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines (en France et au Canada) nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant au total environ 500 agences de voyages (dont 368 franchisées) et un système de distribution multicanal faisant appel à Internet. Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède et exploite des propriétés au Mexique et en République dominicaine. Transat a recours à de nombreuses compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une vaste proportion de ses besoins. Transat offre également des services à destination et des services aéroportuaires.

Selon l'Organisation mondiale du tourisme, le nombre de touristes internationaux a augmenté de près de 7 % au cours de l'année 2010, après avoir diminué de 4 % en 2009. La vision de Transat est de devenir un chef de file en Amérique et de jouir d'une forte position concurrentielle dans plusieurs pays d'Europe en 2014. Pour le moment, nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyageur expéditeur et voyageur réceptif. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyageur expéditeur, de même qu'en Grèce comme voyageur réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelque 50 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyageur intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la société entend continuer de maximiser les bénéfices de l'intégration verticale, qui la distingue de plusieurs de ses concurrents; de renforcer sa position en France, où elle figure déjà parmi les plus grands voyageurs; et de pénétrer de nouveaux marchés ou d'affirmer sa présence dans des marchés où elle n'est que partiellement présente à l'heure actuelle. Quant aux nouveaux marchés éventuels, la priorité ira à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur lesdites destinations.

Pour l'exercice 2011, les objectifs que Transat poursuivra sont les suivants :

- Poursuivre la transformation de l'organisation avec l'implantation harmonisée de nouveaux systèmes informatiques et processus d'opération y étant liés.
- Augmenter les revenus de Transat Tours Canada par la croissance interne.
- Accroître les revenus et la rentabilité de Transat France, afin de devenir le troisième voyageur en France d'ici 2013.
- Renforcer notre présence, accroître nos ventes et améliorer nos résultats sur certains marchés étrangers.
- Poursuivre activement le plan visant à faire de Transat une des entreprises les plus responsables de son industrie.
- Dans le secteur aérien, améliorer notre compétitivité en matière de qualité de service et de coûts d'exploitation.
- Accroître la capacité d'adaptation de notre organisation.

Les principaux inducteurs de performance sont notre part de marché, la croissance de nos revenus et notre marge. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie, nos placements et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

REVENUS

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 janvier			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
Amérique	675 561	656 796	18 765	2,9
Europe	134 593	135 766	(1 173)	(0,9)
	810 154	792 562	17 592	2,2

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditeurs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2010, nos revenus ont augmenté de 17,6 millions de dollars pour le trimestre. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse globale du nombre de voyageurs de 1,1 % et à une hausse des prix de vente moyens, cette dernière découle de la fin du contrat d'achats / ventes de sièges avec Sunquest. Toutefois, excluant les revenus de ventes de sièges réalisés avec Sunquest, nos prix de ventes moyens sont à la baisse comparativement au premier trimestre de 2010. L'augmentation de nos

revenus a également été freinée par la vigueur du dollar, par rapport à l'euro et à la livre sterling, qui a résulté en une baisse des revenus de nos filiales étrangères une fois convertis en dollars canadiens. Pour le trimestre, nous avons enregistré une hausse de nos revenus en Amérique de 2,9 % et une baisse de 0,9 % en Europe.

DÉPENSES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 janvier			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
Coûts directs	499 001	511 782	(12 781)	(2,5)
Salaires et avantages sociaux	89 900	84 089	5 811	6,9
Carburant d'aéronefs	65 795	57 142	8 653	15,1
Commissions	41 645	36 575	5 070	13,9
Entretien d'aéronefs	23 291	18 381	4 910	26,7
Frais d'aéroports et de navigation	17 792	15 398	2 394	15,5
Loyer d'aéronefs	14 821	13 742	1 079	7,9
Autres	72 547	67 862	4 685	6,9
Total	824 792	804 971	19 821	2,5

Nos dépenses d'exploitation totales ont augmenté de 19,8 millions de dollars (2,5 %) pour le trimestre par rapport à 2010. L'augmentation de nos dépenses d'exploitation au cours du trimestre découle principalement de la hausse globale du nombre de voyageurs. À la suite de l'ajout d'Airbus 330 au cours de la dernière année, nous avons augmenté l'utilisation de notre flotte d'aéronefs, ce qui s'est traduit par une baisse de nos coûts directs et une hausse de nos autres dépenses d'exploitation comparativement au trimestre de 2010. Nous avons également bénéficié de la force du dollar par rapport à la devise américaine, à l'euro et à la livre sterling qui a résulté en une diminution des dépenses d'exploitation de nos filiales étrangères, une fois converties en dollars canadiens, en plus d'avoir une incidence favorable sur les dépenses en devises de nos filiales canadiennes. Ceci s'est traduit par une augmentation de nos dépenses d'exploitation en Amérique de 3,2 % pour le trimestre et par une diminution de 0,8 % en Europe.

COÛTS DIRECTS

Les coûts directs sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, les coûts directs ont diminué de 12,8 millions de dollars (2,5 %). Cette diminution découle principalement d'une baisse de nos achats de sièges à la suite de la fin de notre contrat d'achat de sièges avec Sunquest et de la vigueur du dollar, compensée par une hausse de nos coûts de chambres d'hôtels.

SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX

Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 5,8 millions de dollars (6,9 %) pour le trimestre comparativement à 2010. L'augmentation du trimestre résulte, entre autres, d'une augmentation des effectifs, principalement à la suite de l'ajout d'aéronefs à notre flotte et à une intensification des activités commerciales, et des augmentations salariales annuelles.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 8,7 millions de dollars (15,1 %) pour le trimestre. L'augmentation découle principalement d'une hausse de l'utilisation de nos aéronefs et d'une hausse des coûts du carburant.

COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions a augmenté de 5,1 millions de dollars (13,9 %) au cours du premier trimestre par rapport 2010. En termes de pourcentage de nos revenus, les commissions ont augmenté et représentent 5,1 % de nos revenus pour le premier trimestre comparativement à 4,6 % pour la même période en 2010. Cette hausse découle principalement d'une augmentation des revenus sur lesquels une commission est calculée.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2010, ces dépenses ont augmenté de 4,9 millions de dollars (26,7 %) au cours du premier trimestre. L'augmentation pour le trimestre découle principalement de la hausse de l'utilisation de notre flotte. Au cours du premier trimestre 2010,

nous avons de plus revu à la baisse certaines de nos hypothèses liées à nos coûts futurs d'entretien à la suite de la signature d'une nouvelle entente avec un de nos fournisseurs et de l'optimisation de notre calendrier d'entretiens futurs.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et agences responsables de la gestion du trafic aérien. Ces frais ont augmenté de 2,4 million de dollars (15,5 %) pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2011. Cette augmentation découle principalement de la hausse de l'utilisation de notre flotte d'aéronefs, compensée par la vigueur du dollar.

LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont augmenté de 1,1 million de dollars (7,9 %) au cours du premier trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2010. Cette augmentation découle de l'effet net de l'ajout de trois Airbus A-330 au cours du premier trimestre de 2011 et du retrait d'un Airbus A-310 au début du premier trimestre de 2011 et de la force du dollar comparativement à la devise américaine.

AUTRES

Les autres frais ont augmenté de 4,7 millions de dollars (6,9 %) au cours du premier trimestre comparativement à 2010. L'augmentation découle principalement de la hausse de nos activités commerciales.

MARGE (PERTE D'EXPLOITATION)

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 14,6 millions de dollars (1,8 %) au cours du premier trimestre comparativement à 12,4 millions de dollars (1,6 %) en 2010.

SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

AMÉRIQUE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 janvier			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	675 561	656 796	18 765	2,9
Dépenses d'exploitation	681 634	660 729	20 905	3,2
Marge (perte d'exploitation)	(6 073)	(3 933)	(2 140)	(54,4)

Les revenus de nos filiales nord-américaines, qui proviennent de ventes faites au Canada et à l'étranger, ont augmenté de 18,8 millions de dollars (2,9 %) au cours du premier trimestre comparativement à la même période en 2010. L'augmentation des revenus du trimestre découle, entre autres, de la hausse du nombre de voyageurs comparativement au trimestre de 2010. Pour le trimestre, nous avons réalisé une perte d'exploitation de 0,9 %, comparativement à une perte d'exploitation de 0,6 % en 2010. L'augmentation de la perte d'exploitation pour le trimestre découle principalement d'une baisse des prix de ventes moyens des forfaits malgré une devise canadienne plus forte et une utilisation accrue de notre flotte.

EUROPE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 janvier			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	134 593	135 766	(1 173)	(0,9)
Dépenses d'exploitation	143 158	144 242	(1 084)	(0,8)
Marge (perte d'exploitation)	(8 565)	(8 476)	(89)	(1,1)

Comparativement à 2010, les revenus de nos filiales européennes, qui proviennent de ventes faites à des clients en Europe et au Canada, ont diminué de 1,2 million de dollars (0,9 %) au cours du premier trimestre. Cette diminution résulte d'une baisse du nombre de voyageurs de 2,9 % et de la vigueur du dollar par rapport à l'euro et à la livre sterling. L'incidence de ces diminutions sur nos revenus a toutefois été compensée par une augmentation de nos prix de ventes moyens. Nos activités européennes ont affiché une perte d'exploitation de 8,6 millions de dollars (6,4 %) au cours du trimestre comparativement à 8,5 millions de dollars (6,2 %) en 2010.

AUTRES DÉPENSES ET (REVENUS)

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 janvier			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
Amortissement	11 202	12 184	(982)	(8,1)
Intérêts sur la dette à long terme	444	916	(472)	(51,5)
Autres intérêts et frais financiers	424	421	3	0,7
Revenus d'intérêts	(1 932)	(432)	(1 500)	(347,2)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(3 838)	(1 228)	(2 610)	(212,5)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	277	(212)	489	230,7
Gain sur des placements dans des PCAA	(3 133)	(3 455)	322	9,3
Quote-part de la perte nette d'une société satellite	569	111	458	412,6

AMORTISSEMENT

L'amortissement inclut l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels amortissables, des avantages incitatifs reportés et du gain sur options reporté. L'amortissement a diminué de 1,0 million de dollars au cours du premier trimestre comparativement à la même période en 2010. Cette diminution est attribuable à la baisse des acquisitions d'immobilisations corporelles et des actifs incorporels au cours des derniers exercices. En 2010, la dépense d'amortissement incluait un montant de 1,1 million de dollars à titre de gain sur option de remboursement de la dette reporté.

INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME

Les intérêts sur la dette à long terme ont diminué de 0,5 million de dollars au cours du premier trimestre comparativement à 2010. La diminution, au cours du trimestre, découle de soldes moyens de dettes inférieurs à ceux du trimestre correspondant de 2010.

AUTRES INTÉRÊTS ET FRAIS FINANCIERS

Nos autres frais d'intérêts et frais financiers sont demeurés stables à 0,4 million de dollars au cours du premier trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2010.

REVENUS D'INTÉRÊTS

Les revenus d'intérêts ont augmenté de 1,5 million de dollars au cours du présent trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2010. L'augmentation résulte principalement de soldes moyens de trésorerie et équivalents de trésorerie plus élevés au cours du trimestre par rapport à ceux du premier trimestre de 2010.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS LIÉS AUX ACHATS DE CARBURANT D'AÉRONEFS

La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Au cours du présent trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a augmenté de 3,8 millions de dollars comparativement à une augmentation de la juste valeur de 1,2 million de dollars au cours du premier trimestre de 2010.

PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES À LONG TERME

La perte de change sur les éléments monétaires à long terme de 0,3 million de dollars pour le trimestre est principalement attribuable à l'effet défavorable des taux de change sur nos dépôts en devises.

GAIN SUR DES PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le gain sur des placements dans des PCAA correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur des placements dans des PCAA. Pour le premier trimestre, le gain sur des placements dans des PCAA a atteint 3,1 millions de dollars. (Se référer à la section *Placements dans des PCAA* pour plus de détail)

QUOTE-PART DE LA PERTE NETTE D'UNE SOCIÉTÉ SATELLITE

Notre quote-part de la perte nette d'une société satellite correspond à notre quote-part du résultat net de Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], notre entreprise en hôtellerie. Cette quote-part de la perte nette pour le présent trimestre s'élève 0,6 million de dollars comparativement à 0,1 million de dollars pour le trimestre correspondant de 2010.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Notre récupération d'impôts a atteint 6,0 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à 7,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net d'une société satellite, le taux d'imposition réel a été de 33,4 % pour le présent trimestre comparativement à 39,5 % pour le trimestre correspondant de 2010. La baisse du taux d'impôt pour le trimestre découle principalement des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs bénéfices ou pertes imposables, le cas échéant.

PERTE NETTE

En conséquence des éléments présentés dans la section *Activités consolidées*, notre perte nette pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011 s'est établi à 13,5 millions de dollars, soit 0,36 \$ par action (de base et diluée), par rapport à une perte nette de 13,9 millions de dollars, soit 0,37 \$ (de base et diluée) par action lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 37 870 000 pour le premier trimestre 2011 et de 37 754 000 pour le trimestre correspondant de 2010. Voir la note 8 des États financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Pour le premier trimestre, notre perte ajustée après impôts s'est établie à 19,4 millions de dollars (0,51 \$ par action) comparativement à 18,2 millions de dollars (0,48 \$ par action) et pour la période correspondante de 2010.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Dans l'ensemble, les revenus sont en hausse (par rapport aux trimestres des périodes correspondantes des exercices précédents) principalement à la suite de la hausse du nombre de voyageurs et des prix de ventes moyens. Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la concurrence qui a exercé une pression sur les prix. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T2-2009 \$	T3-2009 \$	T4-2009 \$	T1-2010 \$	T2-2010 \$	T3-2010 \$	T4-2010 \$	T1-2011 \$
Revenus	1 129 077	819 354	719 656	792 562	1 060 386	867 344	788 585	810 154
Marge (perte d'exploitation)	39 130	27 187	35 576	(12 409)	8 198	53 941	77 852	(14 638)
Bénéfice net (perte nette)	42 186	30 991	18 106	(13 872)	6 198	20 925	52 356	(13 473)
Bénéfice (perte) de base par action	1,29	0,95	0,53	(0,37)	0,16	0,55	1,38	(0,36)
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	1,27	0,94	0,52	(0,37)	0,16	0,55	1,37	(0,36)

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 janvier 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 199,0 millions de dollars, comparativement à 180,6 millions de dollars au 31 octobre 2010. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 506,8 millions de dollars à la fin du premier trimestre de l'exercice 2011 comparativement à 352,7 millions de dollars au 31 octobre 2010. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 36,0 millions de dollars, soit un ratio de 1,04, par rapport à un fonds de roulement de 64,3 millions de dollars et un ratio de 1,10 au 31 octobre 2010.

L'actif total a augmenté de 248,3 millions de dollars (20,9 %), passant de 1 189,5 millions le 31 octobre 2010 à 1 437,8 millions de dollars le 31 janvier 2011. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en

fiducie ou autrement réservés de 154,2 millions de dollars, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 18,3 millions de dollars, des frais payés d'avance de 60,0 millions de dollars et des impôts sur les bénéfices à recevoir de 14,2 millions de dollars, compensée par une diminution des débiteurs de 19,7 millions de dollars. Ces variations reflètent la saisonnalité de nos opérations. Les capitaux propres ont diminué de 16,1 millions de dollars, passant de 439,1 millions de dollars au 31 octobre 2010 à 423,0 millions de dollars au 31 janvier 2011. Cette diminution découle principalement de notre perte nette de 13,5 millions de dollars.

FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 janvier		
	2011 \$	2010 \$	Écart \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	47 577	(21 258)	68 835
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(12 755)	(3 291)	(9 464)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(14 476)	(3 780)	(10 696)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(2 019)	(4 487)	2 468
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	18 327	(32 816)	51 143

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au cours du premier trimestre, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 47,6 millions de dollars, par rapport à une utilisation de 21,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2010. L'augmentation de 68,8 millions de dollars survenue au cours du trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2010 est principalement attribuable à une hausse de 65,9 millions de dollars de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation et à une hausse de la variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués de 6,6 millions de dollars.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 12,8 millions de dollars pour le trimestre, une augmentation de 9,5 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2010. Au cours du premier trimestre, nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont atteint 13,2 millions de dollars comparativement à 4,4 millions de dollars en 2010, soit une augmentation de 8,8 millions de dollars. Toujours au cours du trimestre, nous avons encaissé un montant de 0,4 million de dollars de placements dans des PCAA comparativement à 1,1 million de dollars en 2010.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont élevés à 14,5 millions de dollars au cours du présent trimestre comparativement à 3,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2010, soit une augmentation de 10,7 millions de dollars. Cette augmentation découle principalement d'une hausse de 10,8 millions de dollars des remboursements de nos facilités de crédit et autres dettes, comparativement à 2010.

FINANCEMENT

Au 31 janvier 2011, la société disposait de plusieurs types de financements. Elle dispose principalement de deux facilités de crédit à terme rotatif, d'emprunts garantis par des aéronefs ainsi que de lignes de crédit.

La société dispose d'un crédit à terme rotatif de 157,0 millions de dollars, venant à échéance en 2012, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle, et, aux fins d'émission de lettre de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60,0 millions de dollars, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Selon les termes de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime déterminée en fonction de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée. Selon les termes de l'entente, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et les critères financiers étaient respectés au 31 janvier 2011.

La société dispose également d'un crédit à terme rotatif au montant de 85,4 millions de dollars venant à échéance en 2012, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. Cette entente porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL

affecté par une prime différente déterminée selon la forme de financement. L'entente comporte un mécanisme sous la forme d'option, qui est effectif depuis la mise en œuvre du plan de restructuration des PCAA, qui permettra à la société, au gré de celle-ci, de rembourser à l'échéance les montants tirés, sous certaines conditions, jusqu'à concurrence de 46,6 millions de dollars à partir des billets restructurés. Cette option est présentée à sa juste valeur à chaque date d'arrêté des comptes sous la rubrique *Instruments financiers dérivés* et toute variation de la juste valeur des options est comptabilisée en résultat net sous la rubrique *Gain sur des placements dans des PCAA*. Selon les termes de l'entente, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et les critères financiers étaient respectés au 31 janvier 2011.

Au 31 janvier 2011, ces facilités de crédit n'étaient pas utilisées.

Les emprunts garantis par des aéronefs de la société s'élevaient, au 31 janvier 2011, à 13,4 millions de dollars [13,3 millions de dollars US]. Les emprunts portent intérêts aux taux TIOL majorés de 2,15 % et 3,25 % et sont remboursables par versements semestriels égaux jusqu'au mois d'août 2011.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 10,5 millions d'euros [14,4 millions de dollars].

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 31 janvier 2011. Ces obligations, présentées au passif, s'élevaient à 13,8 millions de dollars au 31 janvier 2011 et à 29,1 millions de dollars au 31 octobre 2010.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, qui peut être estimée s'élevait à environ 606,0 millions de dollars au 31 janvier 2011 (643,8 millions au 31 octobre 2010) et se résume comme suit :

(en milliers de dollars)	Au 31 janvier 2011 \$	Au 31 octobre 2010 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	2 837	5 273
Contrats de cautionnement	956	957
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	602 241	637 520
	606 034	643 750

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

De plus, la société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 50,0 millions de dollars. En vertu de cette entente, la société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 janvier 2011, cette facilité n'était pas utilisée.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

Au 31 janvier 2011, l'endettement de la société avait diminué par rapport au 31 octobre 2010.

La dette au bilan a diminué de 15,3 millions de dollars, passant de 29,1 millions de dollars à 13,8 millions de dollars alors que notre dette hors bilan a diminué de 37,7 millions de dollars, passant de 643,8 millions de dollars à 606,0 millions de dollars, le tout représentant une diminution de la dette totale de 53,0 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2010. Les diminutions de notre dette au bilan et de notre dette hors bilan découlent des remboursements effectués au cours du premier trimestre et de l'appréciation du dollar par rapport à la devise américaine.

Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de nos placements dans des PCAA, la dette nette de la société a diminué de 74,0 millions de dollars pour s'établir à 345,8 millions de dollars au 31 janvier 2011, comparativement à 419,8 millions de dollars au 31 octobre 2010.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 janvier 2011, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 31 janvier 2011, il y avait 927 908 actions à droit de vote variable de catégorie A et 36 970 635 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 9 mars 2011, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 1 905 233, dont 629 752 pouvaient être exercées.

PLACEMENTS DANS DES PCAA

RESTRUCTURATION

En 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»] émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. À la suite de cette crise, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendus par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

En 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, à cette date, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiducies ayant une valeur nominale globale de 143,5 millions de dollars.

À la date de la mise en œuvre du plan, le 21 janvier 2009, la société a procédé à une évaluation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions du marché du crédit. À la suite de l'évaluation, la provision pour dévaluation totalisait 47,5 millions de dollars et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96,1 millions de dollars. Les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141,7 millions de dollars.

PORTEFEUILLE

Durant le premier trimestre 2011, la société a encaissé des montants totalisant 0,4 million de dollars relativement au remboursement du capital de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait à 117,7 millions de dollars au 31 janvier 2011 et se répartit comme suit :

MAV 2 Éligibles

La société détient 113,3 millions de dollars de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable, ayant des échéances prévues jusqu'en janvier 2017.

MAV 3 Traditionnels

La société détient 4,4 millions de dollars de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en septembre 2016.

VALORISATION

Le 31 janvier 2011, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Durant le trimestre terminé le 31 janvier 2011, un nombre limité d'opérations a été conclu relativement à des placements dans des PCAA. Cependant, la société n'a pas considéré ces opérations lors la valorisation de ses PCAA puisque, selon elle, leur nombre demeure insuffisant pour pouvoir qualifier le marché comme étant actif. Lors du retour d'un marché actif pour les PCAA, la société révisera ses hypothèses de valorisation en conséquence.

La société considère les informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Cette dernière publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La direction de la société a estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. Pour les autres titres, faute de marchés actifs, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéances. La société a également considéré les informations publiées par DBRS le 21 septembre 2010. Cette dernière a rehaussé la cote de crédit des PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou à une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) de catégories A-1 à « A+ » et a confirmé la cote de ceux de catégorie A-2 à « BBB- ».

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 2,4 % [taux moyen pondéré de 2,0 %], selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur une période de 6 ans et selon des taux d'actualisation variant de 6,9 % à 39,3 % [taux moyen pondéré de 11,5 %] qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté, le 31 janvier 2011, une appréciation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA de 3,1 millions de dollars. La juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à cette date à 75,1 millions de dollars et la provision pour dévaluation totalisait 42,6 millions de dollars, représentant 36,2 % de la valeur nominale de 117,7 millions de dollars.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. La substitution d'une ou plusieurs des données par une ou plusieurs hypothèses n'est pas raisonnablement réalisable dans ce contexte. La direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances. Cependant, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % [100 points de base] des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 3,7 millions de dollars.

La variation des soldes de placements dans des PCAA au bilan et la composition de la rubrique *Gain sur des placements dans des PCAA* à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$	Perte (gain) sur des placements dans des PCAA \$
Solde au 31 octobre 2009	128 835	(57 434)	71 401	
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 455	3 455	(3 455)
Remboursement de capital	(1 092)	—	(1 092)	—
Quote-part des montants de trésorerie	—	(620)	(620)	—
Solde au 31 janvier 2010 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2010	127 743	(54 599)	73 144	(3 455)
Disposition des placements dans des PCAA	(7 630)	7 630	—	—
Appréciation des placements dans des PCAA	—	1 193	1 193	(1 193)
Remboursement de capital	(1 991)	—	(1 991)	—
Solde au 31 octobre 2010 / Incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 octobre 2010	118 122	(45 776)	72 346	(4 648)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 133	3 133	(3 133)
Remboursement de capital	(424)	—	(424)	—
Solde au 31 janvier 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2011	117 698	(42 643)	75 055	(3 133)

Le solde des placements dans des PCAA au 31 janvier 2011 se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$
MAV 2 Éligibles			
Catégorie A-1	34 415	(7 608)	26 807
Catégorie A-2	63 894	(22 912)	40 982
Catégorie B	11 598	(9 080)	2 518
Catégorie C	3 403	(3 038)	365
	113 310	(42 638)	70 672
MAV 3 Traditionnels	4 388	(5)	4 383
	117 698	(42 643)	75 055

AUTRES

HANDLEX

Le 15 février dernier, Handlex, une des filiales de la société, a décrété un lock-out de ses 400 employés du service de piste et de fret des aéroports de Toronto et de Montréal, à la suite du rejet de sa plus récente offre pour le renouvellement de la convention collective et du déclenchement d'une grève par le syndicat. La convention collective est venue à échéance en novembre 2010.

Un plan de continuité a été mis en place immédiatement pour assurer le maintien des opérations et des services pour toutes les compagnies aériennes que dessert Handlex, y compris Air Transat.

Le 7 mars 2011, Handlex et ses employés du service de piste et de fret aux aéroports de Toronto et de Montréal sont arrivés à une entente portant sur le renouvellement de la convention collective. Un protocole de retour au travail sera discuté incessamment afin de mettre fin au lock-out.

NOUVEAU FOURNISSEUR DE TRAITEMENT DE CARTES DE CRÉDIT

Le 28 février 2011, nous avons annoncé la conclusion d'une entente avec un deuxième fournisseur de traitement de cartes de crédit au Canada qui prend effet immédiatement et sera valide jusqu'au 28 février 2015.

Les transactions traitées par cartes de crédit au Canada en vertu de cette nouvelle entente ne seront pas assujetties à l'exigence de placer les fonds dans un compte bancaire réservé. La société est cependant assujettie au maintien d'un certain niveau de trésorerie non affectée et autres équivalents de trésorerie à la fin de chaque trimestre, de même qu'au maintien de certains ratios financiers similaires à ceux prévus aux termes de ses conventions de crédit bancaires. La survenance d'un défaut par la société de se conformer à ces exigences pourrait avoir des effets défavorables, dont l'obligation pour Transat de fournir à ce nouveau fournisseur de traitement de cartes de crédit une lettre de garantie d'un montant préétabli et calculé en fonction du volume en dollars des transactions traitées par cartes de crédit sur une base trimestrielle par ce nouveau fournisseur.

FLOTTE

La flotte d'Air Transat compte actuellement 12 Airbus A310 (249 sièges), qui seront graduellement retirés, et huit Airbus A330 (342 sièges). Au cours du premier trimestre, un A310 a été retiré de la flotte et trois A330 y ont été ajoutés. Un neuvième A330 devrait entrer en service au cours du mois d'avril 2011 et les dixième et onzième A330 entreranno en service au cours de l'automne 2011.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada [CNC] a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière [IFRS]. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les normes IFRS.

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables: le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», le chapitre 1601, «États financiers consolidés», et le chapitre 1602, «Participations sans contrôle». Ces nouvelles normes s'appliquent aux états financiers des exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. La société n'a pas l'intention d'adopter ces modifications par anticipation.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En février 2008, le CNC a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les IFRS. Dans ce contexte, la société a établi un plan de transition vers les IFRS qui comporte trois étapes : conception et planification, identification des différences et élaboration de solutions, et mise en œuvre et révision.

La première étape qui portait sur la conception et la planification est maintenant terminée. Elle consistait à élaborer un plan de transition vers les normes IFRS basé selon les résultats d'un diagnostic préliminaire de haut niveau des différences entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société. Cette analyse a permis d'obtenir un aperçu des aspects les plus importants où le passage aux IFRS risque d'avoir des répercussions pour la société, notamment les obligations plus exhaustives en matière de présentation et d'information à fournir. Durant cette étape, la direction de la société a établi une structure formelle de gouvernance du projet de conversion, incluant un comité directeur des IFRS, afin de surveiller le processus de transition relativement aux incidences sur la présentation de l'information financière, aux processus opérationnels, aux contrôles internes et aux systèmes d'information.

La société est actuellement à la deuxième étape de son plan, soit l'identification des différences, entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société, et à l'élaboration de solutions, laquelle devrait être achevée durant l'exercice 2011. Pendant cette étape, la société effectue une analyse détaillée des IFRS qui consiste à relever les différences entre les IFRS et les conventions comptables actuelles de la société afin de traiter en priorité les points qui seront les plus importants par la transition, et à déterminer les options permises dans le cadre des IFRS à leur date d'entrée en vigueur et sur une base permanente afin d'en tirer des conclusions. Cette étape comprend aussi une planification détaillée des besoins technologie de l'information et en ressources humaines en ce qui a trait à la transition. En outre, il faudra repérer les procédures et les systèmes internes devant être mis à jour et adaptés, notamment les ajustements des procédures de contrôle interne en place et la mise en œuvre de mesures de contrôle interne additionnelles à l'égard de l'information financière, ainsi que

des contrôles et des procédures de communication de l'information qui sont nécessaires pour certifier l'information financière pendant la période de transition et après la mise en œuvre des nouvelles normes.

Dans le cadre de la troisième étape, la société mettra en œuvre les modifications comptables et autres changements requis dans ses procédures, ses contrôles et ses systèmes internes de telle sorte qu'ils soient en place et fonctionnent effectivement pour le premier exercice de l'application des IFRS.

Le tableau suivant présente l'état d'avancement en fonction des échéanciers de la réalisation des principales activités du plan de conversion aux IFRS au 31 janvier 2011.

	Principales activités	Échéancier	État d'avancement
Information financière	Identification des différences et élaboration de solutions des choix de conventions comptables, notamment les choix autorisés selon les normes IFRS, y compris en ce qui a trait des exemptions permises conformément à l'IFRS 1.	Durant l'exercice 2011.	Les analyses sont en cours et dans certains cas nous ne sommes pas en mesure de quantifier l'incidence des différences.
	Développer un modèle d'états financiers IFRS, y compris les notes afférentes.	Durant l'exercice 2011.	Développement d'un modèle d'états financiers IFRS est en cours.
	Préparer un bilan d'ouverture et compiler l'information financière afin de produire les états financiers IFRS comparatifs.	Durant l'exercice 2011.	L'analyse devrait débiter au cours du deuxième trimestre 2011.
Technologies de l'information et les systèmes de données	Évaluer les incidences des changements sur les technologies de l'information et sur les systèmes de données et y apporter les modifications nécessaires.	Modifications des technologies de l'information et des systèmes de données finalisées en temps opportun afin de compiler l'information financière pendant l'exercice 2011. Suivi et mise à jour au cours de l'exercice 2011.	Les incidences sur les technologies de l'information et sur les systèmes de données sont analysées en parallèle de l'identification des différences et l'élaboration de solutions reliées à l'information financière.
Contrôle internes à l'égard de l'information financière	Évaluer les incidences des changements sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière et sur les contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que mettre en œuvre les modifications requises.	Mise en œuvre des modifications requises à compter du premier trimestre de l'exercice 2011. Suivi et mise à jour au cours de l'exercice 2011.	Les incidences sur les contrôles internes sont analysées en parallèle de l'identification des différences et de l'élaboration de solutions reliées à l'information financière.
Activités commerciales	Déterminer l'incidence de la conversion sur les activités commerciales de la société.	Modifications à terminer avant le 31 octobre 2011.	Les incidences sur les activités commerciales de la société sont analysées en parallèle de l'identification des différences et de l'élaboration de solutions reliées à l'information financière.
Formation et communication	Offrir de la formation aux employés concernés, à la direction ainsi qu'au conseil d'administration et à ses comités pertinents, notamment le comité de vérification.	Durant les exercices 2010 et 2011.	La formation est offerte en temps opportun conformément à l'échéancier des travaux de conversion.

	Principales activités	Échéancier	État d'avancement
	Communiquer la progression du plan de conversion aux parties intéressées internes et externes.	Durant les exercices 2010 et 2011.	Communication interne et externe périodique d'information sur notre progression.

La société a évalué certaines des exemptions de l'application rétrospective intégrale des IFRS selon l'IFRS 1 – Première application des Normes internationales d'information financière, à la date d'entrée en vigueur, ainsi que leur possible incidence sur les états financiers consolidés de la société. En fonction de l'avancement des travaux, lors de l'adoption des IFRS, les exceptions susceptibles d'avoir une incidence pour la société, sont les suivantes :

Exemption	Application de l'exemption
Regroupements d'entreprises	La société prévoit appliquer l'exemption de ne pas redresser rétrospectivement les acquisitions d'entreprises conclues avant le 1 ^{er} novembre 2010.
Avantages du personnel	La société prévoit appliquer l'exemption permettant de comptabiliser les écarts actuariels cumulés liés à ses régimes de retraite à prestation déterminée dans les bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS et d'appliquer IAS 19 – <i>Avantage du personnel de façon prospective</i> . L'application de cette exemption se traduira pour la société, au 1 ^{er} novembre 2010, par la comptabilisation d'une diminution de 6,7 millions de dollars de ses bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS.
Écart de conversion cumulé	La société prévoit appliquer l'exemption permettant de comptabiliser les écarts de conversion cumulés dans les bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS. L'application de cette exemption se traduira pour la société, au 1 ^{er} novembre 2010, par la comptabilisation d'une diminution de 16,8 millions de dollars de ses bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS.
Transaction de paiements fondés sur des actions	La société prévoit appliquer l'exemption permettant de ne pas appliquer rétrospectivement la norme IFRS 2 – <i>Transaction de paiements fondés sur des actions</i> à ses transactions dont le paiement est fondé sur des acquis avant la date de transition.

La société analyse présentement l'incidence prévue des écarts importants entre les normes comptables IFRS et le traitement comptable actuel selon les PCGR du Canada. Des écarts dans les conventions comptables appliquées à la date de transition aux IFRS et par la suite, au niveau de la constatation, de la mesure, de la présentation et de la divulgation de l'information financière ainsi que des impacts liés aux états financiers sont prévus pour les sujets importants suivants :

Méthode comptable	Principales différences pouvant avoir une incidence potentielle pour la société	État d'avancement
Présentation des états financiers et information à fournir	<ul style="list-style-type: none"> Un format différent et des divulgations additionnelles aux notes des états financiers sont exigées selon les normes IFRS. 	Un modèle d'états financiers a été préparé et demeure sujet à des changements en fonction des conclusions de notre travail global.
Immobilisations corporelles	<ul style="list-style-type: none"> Une comptabilisation distincte des composantes liées aux actifs importants et amortissement des composantes sur des durées de vie utile différente. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Dépréciation de l'actif	<ul style="list-style-type: none"> Un regroupement des actifs en unités génératrices de trésorerie (UGT) sur la base d'entrées de trésorerie largement indépendantes aux fins des tests de dépréciation, lesquels sont effectués en une seule étape en utilisant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Les écarts d'acquisition sont alloués et testés sur la base de l'UGT, ou le groupe d'UGT profitant de synergies collectives, auquel ils se rapportent. En certaines occasions, la dépréciation constatée antérieurement sur des actifs autres que l'écart d'acquisition doit être renversée. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Contrat de location	<ul style="list-style-type: none"> Les directives IFRS prescrivent l'utilisation de seuils qualitatifs plutôt que de seuils quantitatifs, tels qu'établis selon les PCGR du Canada, relativement à la comptabilisation de contrats de location-acquisition. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.

Méthode comptable	Principales différences pouvant avoir une incidence potentielle pour la société	État d'avancement
Regroupements d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Les frais de transaction liés à l'acquisition et les frais de restructuration sont comptabilisés aux résultats lorsqu'encourus. Une contrepartie conditionnelle est évaluée à sa juste valeur en date d'acquisition et les variations subséquentes de la juste valeur sont constatées aux résultats. Les changements dans les participations dans une filiale qui n'entraînent pas de perte de contrôle sont comptabilisés comme des opérations sur les capitaux propres. Les participations sans contrôle sont présentées comme un élément distinct des capitaux propres. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Impôts sur le bénéfice	<ul style="list-style-type: none"> La constatation et la mesure des actifs et des passifs d'impôts différés peuvent diverger. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Provisions et éventualités	<ul style="list-style-type: none"> Un seuil de probabilité différent est utilisé pour la constatation des passifs éventuels; ce qui pourrait affecter le moment auquel une provision est comptabilisée. 	L'analyse est en cours et nous ne sommes pas en mesure de quantifier, le cas échéant, l'incidence des différences.
Avantages du personnel	<ul style="list-style-type: none"> Constatation immédiate du coût des services passés, pour lesquels les droits aux prestations sont acquis, dans les bénéfices non répartis d'ouverture en date de transition, et aux résultats pour les périodes subséquentes. Subséquentement à la transition aux IFRS, une entité peut constater la variation des gains actuariels, ou des pertes actuarielles, aux résultats étendus lorsqu'ils se produisent, sans impact à l'état des résultats. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il pourrait avoir des différences avec des incidences significatives pour la société à la date de transition aux normes IFRS. Cependant, la société constatera les variations des gains actuariels, ou des pertes actuarielles, aux résultats étendus, sans incidence à l'état des résultats.

Le tableau ci-dessus indique les différences importantes et traite uniquement les éléments qui ont été identifiés résultant de l'avancement de notre plan de transition à ce jour et ne doit pas être considéré comme exhaustif. Il pourrait être modifié d'ici à l'achèvement des étapes subséquentes du plan de transition pour refléter de possibles modifications aux IFRS avant leur adoption par la société.

À mesure que la société évalue les obligations des IFRS, des ajustements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière et aux contrôles et procédures de communication de l'information seront requis et de nouveaux contrôles pourraient être nécessaires.

La société s'est assurée d'avoir les ressources internes et externes appropriées pour mener à bien le plan de transition dans les délais requis. La société offrira en outre des séances de formation suffisantes à toutes les ressources concernées. Pendant la transition, la société surveillera les modifications en cours vers les IFRS et ajustera le plan de transition en conséquence. La direction fournit périodiquement au comité de vérification des mises à jour de la progression du processus de transition ainsi que des indications, des décisions et des conclusions sur les options liées aux IFRS. Le processus de transition de la société est actuellement conforme à son calendrier de mise en œuvre qui prévoit la communication initiale de l'information financière selon les IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011.

Durant la période de passage aux IFRS, la société surveille régulièrement l'élaboration des normes publiées par le bureau des standards comptables internationaux et par le CNC ainsi que les changements à la réglementation apportés par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, lesquels pourraient avoir une incidence sur l'adoption des normes IFRS, les ajustements qui seront apportés et leur nature.

De l'information additionnelle sur les effets de l'adoption des IFRS sur les états financiers consolidés de la société sera communiquée dans les prochains rapports de gestion.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates pour le 31 janvier 2011 la conception :

- des contrôles et des procédures de communication de l'information financière qui fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la société et de ses filiales est dûment communiquée et que cette information est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation;
- du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) qui fournit l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à la préparation des états financiers selon les PCGR du Canada.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au CIIF au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2011, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Pendant l'hiver, le marché des destinations soleil au départ du Canada représente une portion très importante des affaires de la société. Au deuxième trimestre de 2011, la capacité de Transat est supérieure d'environ 9 % à la capacité finalement déployée au trimestre correspondant de l'année précédente; les réservations et les taux d'occupation des appareils sont en avance sur l'an dernier à pareille date; et les prix de vente sont semblables.

En France, les réservations sont légèrement supérieures à l'an dernier, après l'avoir été davantage avant les événements en Afrique du Nord.

Transat prévoit des résultats semblables à l'an passé au deuxième trimestre, alors que l'effet favorable de la force du dollar canadien sera annulé par des coûts de carburant plus élevés.

Pour l'été, sur le marché transatlantique, la capacité et les réservations sont supérieures d'environ 10 % à l'an dernier ; les prix de vente et les taux d'occupation des appareils sont semblables.

On constate présentement une grande incertitude quant aux prix du pétrole et aux pressions à la hausse que cela pourrait avoir sur les coûts de la société l'été prochain. Transat a instauré des surcharges additionnelles et continue d'avoir recours à des instruments de couverture en vue de gérer ce risque.

TRANSAT A.T. INC.
BILANS CONSOLIDÉS

	Au 31 janvier 2011	Au 31 octobre 2010
(en milliers de dollars) (non vérifiés)	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	198 954	180 627
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 3]</i>	474 661	320 428
Débiteurs	127 233	146 944
Impôts sur les bénéfices à recevoir	18 907	4 738
Actifs d'impôts futurs	2 167	2 895
Stocks	12 894	9 867
Frais payés d'avance	110 321	50 297
Instruments financiers dérivés	4 727	868
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	29 787	12 554
Total de l'actif à court terme	979 651	729 218
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés <i>[note 3]</i>	32 176	32 222
Placements dans des PCAA <i>[note 4]</i>	75 055	72 346
Dépôts	24 855	29 837
Actifs d'impôts futurs	11 918	9 650
Immobilisations corporelles	87 514	88 376
Écarts d'acquisition	111 509	112 454
Autres actifs incorporels	52 454	50 464
Instruments financiers dérivés	—	23
Placements et autres actifs <i>[note 5]</i>	62 665	64 868
	1 437 797	1 189 458
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	358 539	300 355
Portion à court terme de la provision pour remise en état des aéronefs loués	22 356	18 301
Impôts sur les bénéfices à payer	8 113	14 608
Passifs d'impôts futurs	41	106
Dépôts de clients et revenus reportés	537 034	313 695
Instruments financiers dérivés	4 143	4 116
Versements sur la dette à long terme échéant à moins d'un an	13 470	13 768
Total du passif à court terme	943 696	664 949
Dette à long terme <i>[note 6]</i>	292	15 291
Provision pour remise en état des aéronefs loués	10 830	12 408
Autres passifs <i>[note 7]</i>	46 089	45 368
Passifs d'impôts futurs	13 870	12 370
	1 014 777	750 386
Capitaux propres		
Capital-actions <i>[note 8]</i>	218 329	217 604
Bénéfices non répartis	217 230	230 703
Surplus d'apport	9 639	9 090
Cumul des autres éléments du résultat étendu <i>[note 9]</i>	(22 178)	(18 325)
	423 020	439 072
	1 437 797	1 189 458

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

AVIS

Les auditeurs indépendants de la société n'ont pas effectué un examen de ces états financiers selon les normes de certification établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers intermédiaires par l'auditeur.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Trimestres terminés les 31 janvier
2011 2010

(en milliers de dollars, sauf les montants par action) (non vérifiés)

	\$	\$
Revenus	810 154	792 562
Dépenses d'exploitation		
Coûts directs	499 001	511 782
Salaires et avantages sociaux	89 900	84 089
Carburant d'aéronefs	65 795	57 142
Commissions	41 645	36 575
Entretien d'aéronefs	23 291	18 381
Frais d'aéroports et de navigation	17 792	15 398
Loyer d'aéronefs	14 821	13 742
Autres	72 547	67 862
	824 792	804 971
	(14 638)	(12 409)
Amortissement	11 202	12 184
Intérêts sur la dette à long terme	444	916
Autres intérêts et frais financiers	424	421
Revenus d'intérêts	(1 932)	(432)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(3 838)	(1 228)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	277	(212)
Gain sur des placements dans des PCAA <i>[note 4]</i>	(3 133)	(3 455)
Quote-part de la perte nette d'une société satellite	569	111
	4 013	8 305
Perte avant les postes suivants	(18 651)	(20 714)
Impôts sur les bénéfices (récupération)		
Exigibles	(5 857)	(5 527)
Futurs	(174)	(2 407)
	(6 031)	(7 934)
Perte avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(12 620)	(12 780)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(853)	(1 092)
Perte nette de la période	(13 473)	(13 872)
Perte par action <i>[note 8]</i>		
De base	(0,36)	(0,37)
Diluée	(0,36)	(0,37)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DU RÉSULTAT ÉTENDU

Trimestres terminés les 31 janvier
2011 2010

(en milliers de dollars) (non vérifiés)	\$	\$
Perte nette de la période	(13 473)	(13 872)
Autres éléments du résultat étendu		
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	655	26 311
Reclassement dans les résultats	(1 042)	(11 346)
Impôts futurs	(48)	(4 607)
	(435)	10 358
Gains (pertes) de change sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dus à (l'appréciation) la dépréciation en date d'arrêt des comptes du dollar canadien face à l'euro, à la livre sterling et au dollar américain	(3 418)	(6 228)
	(3 853)	4 130
Résultat étendu de la période	(17 326)	(9 742)

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars) (non vérifiés)	Capital- actions \$	Bénéfices non répartis \$	Surplus d'apport \$	Cumul des autres éléments du résultat étendu \$	Capitaux propres \$
Solde au 31 octobre 2009	216 236	165 096	6 642	(20 613)	367 361
Perte nette	—	(13 872)	—	—	(13 872)
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	4 130	4 130
Émission de la trésorerie	356	—	—	—	356
Options exercées	112	—	—	—	112
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	—	535	—	535
Solde au 31 janvier 2010	216 704	151 224	7 177	(16 483)	358 622
Bénéfice net de la période	—	79 479	—	—	79 479
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	(1 842)	(1 842)
Émission de la trésorerie	870	—	—	—	870
Options exercées	30	—	—	—	30
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	—	1 913	—	1 913
Solde au 31 octobre 2010	217 604	230 703	9 090	(18 325)	439 072
Perte nette de la période	—	(13 473)	—	—	(13 473)
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	(3 853)	(3 853)
Émission de la trésorerie	308	—	—	—	308
Exercice d'options	417	—	—	—	417
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	—	549	—	549
Solde au 31 janvier 2011	218 329	217 230	9 639	(22 178)	423 020

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DES FLUX DE TRÉSORERIE

Trimestres terminés les 31 janvier

(en milliers de dollars) (non vérifiés)	2011 \$	2010 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette de la période	(13 473)	(13 872)
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sorties (rentrées de fonds) :		
Amortissement	11 202	12 184
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(3 838)	(1 228)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	277	(212)
Gain sur des placements dans des PCAA	(3 133)	(2 835)
Quote-part de la perte nette d'une société satellite	569	111
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	853	1 092
Impôts futurs	(174)	(2 407)
Charge de retraite	574	675
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	549	535
	(6 594)	(5 957)
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	57 121	(8 785)
Variation nette des autres actifs et passifs liés à l'exploitation	(5 427)	(2 381)
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	2 477	(4 135)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	47 577	(21 258)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels	(13 179)	(4 383)
Encaissements de placements dans des PCAA	424	1 092
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(12 755)	(3 291)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes	(15 076)	(1 092)
Remboursement de la débenture	—	(3 156)
Produit de l'émission d'actions	600	468
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(14 476)	(3 780)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(2 019)	(4 487)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	18 327	(32 816)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	180 627	180 552
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	198 954	147 736
Informations supplémentaires		
Impôts sur les bénéfices payés	14 248	4 468
Intérêts payés	64	856

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

[Les montants sont exprimés en milliers à l'exception du capital-actions, des options et des montants par option et par action] [non vérifiées]

Note 1 BASE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont saisonnières. Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2010.

Note 2 MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière [IFRS]. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les normes IFRS.

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables: le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», le chapitre 1601, «États financiers consolidés», et le chapitre 1602, «Participations sans contrôle». Ces nouvelles normes s'appliquent aux états financiers des exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. La société n'a pas l'intention d'adopter ces modifications par anticipation.

Note 3 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 31 janvier 2011, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 422 285 \$ [266 617\$ au 31 octobre 2010] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus et pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec l'entente commerciale de la société avec un de ses fournisseurs de services de traitement de cartes de crédit. De plus, elle inclut 84 552 \$, dont 32 176 \$ est présenté hors de l'actif à court terme, [86 033 \$ au 31 octobre 2010, dont 32 222 \$ à long terme] qui était cédé en nantissement de lettres de crédit.

Note 4 PLACEMENTS DANS DES PCAA

RESTRUCTURATION

En 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»] émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. À la suite de cette crise, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendu par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

En 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, à cette date, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiducies ayant une valeur nominale globale de 143 500 \$.

À la date de la mise en œuvre du plan, le 21 janvier 2009, la société a procédé à une évaluation de la juste valeur des ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revue ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions du marché du crédit. À la suite de l'évaluation, la provision pour dévaluation totalisait 47 450 \$ et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96 050 \$. Les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141 741 \$.

PORTEFEUILLE

Durant le premier trimestre 2011, la société a encaissé des montants totalisant 424 \$ relativement au remboursement du capital de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait à 117 698 \$ au 31 janvier 2011 et se répartit comme suit :

MAV 2 Éligibles

La société détient 113 310 \$ de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable, ayant des échéances prévues jusqu'en janvier 2017.

MAV 3 Traditionnels

La société détient 4 388 \$ de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en septembre 2016.

VALORISATION

Le 31 janvier 2011, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Durant le trimestre terminé le 31 janvier 2011, un nombre limité d'opérations a été conclu relativement à des placements dans des PCAA. Cependant, la société n'a pas considéré ces opérations lors la valorisation de ses PCAA puisque, selon elle, leur nombre demeure insuffisant pour pouvoir qualifier le marché comme étant actif. Lors du retour d'un marché actif pour les PCAA, la société révisera ses hypothèses de valorisation en conséquence.

La société considère les informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Cette dernière publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La direction de la société a estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. Pour les autres titres, faute de marchés actifs, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations de la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéances. La société a également considéré les informations publiées par DBRS le 21 septembre 2010. Cette dernière a rehaussé la cote de crédit des PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou à une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) de catégories A-1 à « A+ » et a confirmé la cote de ceux de catégorie A-2 à « BBB- ».

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 2,4 % [taux moyen pondéré de 2,0 %], selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur une période de 6 ans et selon des taux d'actualisation variant de 6,9 % à 39,3 % [taux moyen pondéré de 11,5 %] qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté, le 31 janvier 2011, une appréciation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA de 3 133 \$. La juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à cette date à 75 055 \$ et la provision pour dévaluation totalisait 42 643 \$, représentant 36,2 % de la valeur nominale de 117 698 \$.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. La substitution d'une ou plusieurs des données par une ou plusieurs hypothèses n'est pas raisonnablement réalisable dans ce contexte. La direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances. Cependant, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % [100 points de base] des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 3 700 \$.

La variation des soldes de placements dans des PCAA au bilan et la composition de la rubrique *Gain sur des placements dans des PCAA* à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$	Perte (gain) sur des placements dans des PCAA \$
Solde au 31 octobre 2009	128 835	(57 434)	71 401	
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 455	3 455	(3 455)
Remboursement de capital	(1 092)	—	(1 092)	—
Quote-part des montants de trésorerie	—	(620)	(620)	—
Solde au 31 janvier 2010 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2010	127 743	(54 599)	73 144	(3 455)
Disposition des placements dans des PCAA	(7 630)	7 630	—	—
Appréciation des placements dans des PCAA	—	1 193	1 193	(1 193)
Remboursement de capital	(1 991)	—	(1 991)	—
Solde au 31 octobre 2010 / Incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 octobre 2010	118 122	(45 776)	72 346	(4 648)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 133	3 133	(3 133)
Remboursement de capital	(424)	—	(424)	—
Solde au 31 janvier 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2011	117 698	(42 643)	75 055	(3 133)

Le solde des placements dans des PCAA au 31 janvier 2011 se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$
MAV 2 Éligibles			
Catégorie A-1	34 415	(7 608)	26 807
Catégorie A-2	63 894	(22 912)	40 982
Catégorie B	11 598	(9 080)	2 518
Catégorie C	3 403	(3 038)	365
	113 310	(42 638)	70 672
MAV 3 Traditionnels	4 388	(5)	4 383
	117 698	(42 643)	75 055

Note 5 PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS

	Au 31 janvier 2011 \$	Au 31 octobre 2010 \$
Placement dans Caribbean Investments B.V.	59 173	61 239
Frais reportés, solde non amorti	1 672	1 868
Autres placements	81	115
Divers	1 739	1 646
	62 665	64 868

La variation du placement dans Caribbean Investments B.V. [« CIBV »] se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2010	61 239
Quote-part du bénéfice net	(569)
Écart de conversion	(1 497)
Solde au 31 janvier 2011	59 173

Note 6 DETTE À LONG TERME

	Au 31 janvier 2011 \$	Au 31 octobre 2010 \$
Emprunts garantis par des aéronefs au montant de 13 333 \$ US [13 333 \$ US au 31 octobre 2010]	13 363	13 584
Montant utilisé en vertu de la facilité de crédit à terme rotatif échéant en 2012	—	15 000
Autres	399	475
	13 762	29 059
Moins versements échéant à moins d'un an	13 470	13 768
	292	15 291

Note 7 AUTRES PASSIFS

	Au 31 janvier 2011 \$	Au 31 octobre 2010 \$
Passif au titre des prestations constituées	18 967	18 630
Avantages incitatifs reportés	18 151	18 500
Part des actionnaires sans contrôle	8 971	8 238
	46 089	45 368

Le 26 février 2010, la société a acquis, pour une contrepartie au comptant de 504 \$ (350 €), la part des actionnaires sans contrôle de Tourgreece Tourist Enterprises S.A , soit le solde des actions (10 %) qu'elle ne détenait pas.

Note 8 CAPITAUX PROPRES

A) CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Actions à droit de vote variable de catégorie A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [« actions de catégorie A »], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [« LTC »], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée dépasse 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [« actions de catégorie B »], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action à droit de vote de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2010	37 849 834	217 604
Émission de la trésorerie	19 377	308
Exercice d'options	29 332	417
Solde au 31 janvier 2011	37 898 543	218 329

Au 31 janvier 2011, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevaient respectivement à 927 908 et 36 970 635.

B) OPTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2010	1 722 302	16,04
Attribuées	237 239	19,24
Exercées	(29 332)	9,87
Annulées	(24 976)	17,38
Solde au 31 janvier 2011	1 905 233	16,52
Options pouvant être exercées au 31 janvier 2011	629 752	21,94

C) PERTE PAR ACTION

La perte de base par action et la perte diluée par action ont été calculés comme suit :

	Trimestres terminés les 31 janvier	
	2011	2010
(en milliers, sauf les montants par action)	\$	\$
Numérateur		
Perte attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote et servant au calcul de la perte diluée par action	(13 473)	(13 872)
Dénominateur		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation et nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul de la perte diluée par action	37 870	37 754
Perte par action		
De base	(0,36)	(0,37)
Diluée	(0,36)	(0,37)

Étant donné les pertes enregistrées au cours des trimestres terminés les 31 janvier 2011 et 2010, les 1 905 233 options d'achat d'actions en circulation [1 068 035 options d'achat d'actions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010] ont été exclues du calcul de la perte diluée par action en raison de leur effet antidilutif.

Note 9 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

La variation du cumul des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011 se détaille comme suit:

	Couvertures de flux de trésorerie	Écarts de conversion reportés	Cumul des autres éléments du résultat étendu
	\$	\$	\$
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Solde au 31 octobre 2010	(1 522)	(16 803)	(18 325)
Variation au cours de la période	(435)	(3 418)	(3 853)
Solde au 31 janvier 2011	(1 957)	(20 221)	(22 178)

La variation du cumul des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010 se détaille comme suit :

	Couvertures de flux de trésorerie \$	Écarts de conversion reportés \$	Cumul des autres éléments du résultat étendu \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Solde au 31 octobre 2009	(17 043)	(3 570)	(20 613)
Variation au cours de la période	10 358	(6 228)	4 130
Solde au 31 janvier 2010	(6 685)	(9 798)	(16 483)

Note 10 INFORMATIONS SECTORIELLES

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique et en Europe.

	Trimestre terminé le 31 janvier 2011		
	Amérique \$	Europe \$	Total \$
Revenus	675 561	134 593	810 154
Dépenses d'exploitation	681 634	143 158	824 792
	(6 073)	(8 565)	(14 638)
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ^[1]	141 835	109 642	251 477

	Trimestre terminé le 31 janvier 2010		
	Amérique \$	Europe \$	Total \$
Revenus	656 796	135 766	792 562
Dépenses d'exploitation	660 729	144 242	804 971
	(3 933)	(8 476)	(12 409)
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ^[2]	139 705	111 589	251 294

^[1] Au 31 janvier 2011

^[2] Au 31 octobre 2010

Note 11 GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 4, 11, 12, 13 et 21 des états financiers consolidés vérifiés 2010 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats, de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

LETTRES DE CRÉDIT IRRÉVOCABLES

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces lettres sont généralement émises pour un an et sont renouvelables.

La société a également remis aux organismes de réglementation des lettres de crédit garantissant, entre autres, certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 31 janvier 2011, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 465 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 janvier 2011, le montant total de ces garanties s'élevait à 956 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 31 janvier 2011, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

FACILITÉ DE CAUTIONNEMENT

La société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 50 000 \$. En vertu de cette entente, la société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 janvier 2011, cette facilité n'était pas utilisée.

